

**Demande d'examen au cas par cas préalable
à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale**

Article R. 122-3 du code de l'environnement

*Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative*

Cadre réservé à l'autorité environnementale

Date de réception :

03/10/2022

Dossier complet le :

25/10/2022

N° d'enregistrement :

2022-ARA-KKP-4038

1. Intitulé du projet

Réhabilitation d'un ancien site industriel sur la commune du Ris (63)

2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

2.1 Personne physique

Nom

Prénom

2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale

ETABLISSEMENTS DAUPHANT SOCIETE ANONYME

Nom, prénom et qualité de la personne
habilitée à représenter la personne morale

M. Jean Claude TAUBAN, A.M.O. du projet

RCS / SIRET

7 7 5 6 3 3 0 7 6 0 0 0 1 0

Forme juridique SAS

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
39°	Aménagement ayant une emprise totale d'environ 1,904 ha et permettant une surface de plancher maximum de 10 859 m ²

4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

L'aménagement consistera à réhabiliter un ancien site industriel au lieu-dit " La Gare " sur la commune de RIS, à l'extrême nord du département du Puy-de-Dôme.

Le site sera aménagé en un ensemble immobilier composé de trois zones distinctes et complémentaires :

- Zone N° 1 : réservée pour maintenir et développer l'activité, créer de l'économie, des Services et des emplois. Elle sera réservée pour l'artisanat, les petites industries, ou les petites unités en modules de développements d'artisanats d'art et autres.
- Zone N° 2 : réservée pour la création et l'aménagement d'un ' Clos résidentiel ', composé en partie d'anciens bâtiments à réhabiliter en logements.
- Zone N° 3: création d'un foyer de logements pour Séniors valides et indépendants, et d'une petite auberge avec une cuisine interne réservée aux résidents et non ouvert au public. Le tout par tranches successives et complémentaires.

La partie sud du projet est déjà occupée par plusieurs locaux d'habitation et d'anciens bâtiments industriels à l'abandon. Seul un atelier est encore occupé. Il est prévu de démolir environ 3 831 m² de surface de plancher sur les 7 255 m² existants.

Au nord, une parcelle est sans activité agricole depuis plusieurs années. Elle est entretenue en espace vert enherbé dans l'attente de son aménagement.

4.2 Objectifs du projet

Ce programme de requalifications de cet ancien site industriel a pour but de répondre aux objectifs émis par le Schéma de Cohérence Territorial (SCOT) du Livradois- Forez ; à savoir, pour les grandes lignes :

- 1) Revalorisations des anciens bâtiments qui peuvent être réhabilités.
- 2) Renouer avec l'esprit artisanal et industriel de cette emprise dans le faux-bourg 'Ris Gare' situé le long de la RD 906, en optimisant et mutualisant les équipements publics.
- 3) Affirmer et renforcer l'organisation en permettant de retrouver l'attractivité de cette partie de territoire de la Commune de Ris, et qui, en aucun cas nuit ou empiète sur des terres agricoles.
- 4) De part sa position dans le dit "faux-bourg", permettre une certaine densification raisonnée en logements réhabilités ou neufs pour la venue de jeunes ménages résidents en locations ou en accession à la propriété.
- 5) Offrir, à travers une résidence en foyer de logements pour Séniors valides et indépendants et multi-générationnels des habitats de qualité, adaptés et fonctionnels aux P.M.R. et personnes seules ; de plus économiques en consommation d'énergie.
- 6) Enfin, le mode de construction à ossatures bois, à partir des productions locales régionales, sera très largement utilisé.

4.3 Décrivez sommairement le projet

4.3.1 dans sa phase travaux

Les travaux de terrassement se feront sur une durée de 1 an environ.

Ils débiteront par la démolition de plusieurs bâtiments (voir plan projet en annexe) et le décapage de la terre végétale de la zone enherbée située au nord.

Plusieurs tranchées techniques permettront le passage des réseaux divers qui permettront la viabilisation de la totalité des terrains à bâtir.

Les parties communes seront constituées d'une voie de desserte reliant la RD 906 à la RD 43, des places de stationnement réservées aux occupants et usagers, des trottoirs, une piste cyclable et des espaces verts.

Pour la gestion des eaux pluviales, un bassin de rétention de 181 m³ sera créé au centre, dans un espace vert, afin de limiter le rejet à 3 l/s/ha dans le ruisseau situé au sud.

4.3.2 dans sa phase d'exploitation

L'aménagement doit permettre la réhabilitation et la viabilisation de 15 lots destinés aux activités économiques artisanales, à l'habitat et aux voiries de desserte.

La surface de plancher maximum pour l'ensemble des lots sera de 10 859 m².

4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Déclaration au titre de la Loi sur l'Eau pour la rubrique 2.1.5.0. (Rejet dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant comprise entre 1 et 20 ha). Le dossier a été déposé auprès du Service de la Police de l'Eau du Puy-de-Dôme le 21 décembre 2021. Il a fait l'objet d'un arrêté préfectoral de déclaration datant du 25 mars 2022.

Permis d'aménagé (en cours d'instruction)

4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Emprise totale du projet	19 040 m ²
Surface de plancher existante avant travaux	7 255 m ²
Surface de plancher créée	7 435 m ²
Surface de plancher supprimée	3 831 m ²
Surface de plancher maximale après projet	10 859 m ²
Nombre de places de stationnement ouvert au public	18 places visiteurs

4.6 Localisation du projet**Adresse et commune(s) d'implantation**

Section : AB

n° de parcelle : 39 - 41 à 45 - 102

lieu dit : la Gare

63290 LE RIS

Coordonnées géographiques¹

Long. 03°29'12"23 Lat. 46°00'09"76

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), 9° a), 10°, 11° a) et b), 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Point d'arrivée :

Long. ° ' " Lat. ° ' "

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ?

Oui



Non



4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Oui



Non



4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

¹ Pour l'outre-mer, voir notice explicative

5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/-Les-donnees-environnementales-.html>.

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune du Ris est soumise à l'application de la Loi Montagne de 1985.
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune du Ris est adhérente du Parc Naturel Régional Livradois-Forez.
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	PPBE des routes départementales du Puy de Dôme (2019-2023) pour la RD 906
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	La commune du RIS est couverte par le Plan de Prévention des Risques Naturels Inondations de l'Allier des Plaines. Il a été approuvé par arrêté préfectoral du 4 novembre 2013. L'emprise du projet se trouve en dehors de tout zonage d'aléas.
Dans un site ou sur des sols pollués ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone de répartition des eaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site le plus proche se trouve 40 m à l'ouest, de l'autre côté de la RD 906 (directive oiseaux - FR8312013 - Val d'Allier - Saint-Yorre - Joze) Autres sites de la directive habitats : FR8302005 Gîtes à chauves souris, contreforts et Montagne bourbonnaise 200 m à l'est FR8301032 Zones alluviales de la confluence Dore-Allier 400 m à l'ouest
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles

6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? Appréciez sommairement l'impact potentiel
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Les matériaux de démolition seront triés sur place en fonction de leur nature. Les gravats inertes (béton, pierre, brique) seront concassés et réutilisés sur place pour la structure des chaussées. Les autres éléments non inertes (plâtre, bois de charpente, ...) seront dirigés vers les déchetteries appropriées.
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Juste apport de matériaux inertes (granulats, béton) pour la construction des bâtiments.
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes indique que le site est considéré comme une zone artificialisée le long de la RD 906. Impact faible : la zone d'étude est déjà urbanisée, bordée à l'ouest par la RD 906. Elle est donc enclavée dans une zone artificialisée qui constitue une barrière infranchissable. Aux abords, il n'existe aucun réseau bocager pour permettre une libre circulation des espèces. Elle est ainsi peu perméable aux échanges avec son environnement. Le bosquet d'arbres le long de la RD 906 sera conservé.
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Selon les FSD, la vallée de l'Allier correspondent principalement à des milieux naturels alluviaux et forestiers. Leur intérêt réside essentiellement sur la dynamique fluviale qui est ici à l'origine d'une multiplicité de milieux naturels. Le cours d'eau abritent de nombreuses espèces d'intérêt communautaire portant essentiellement sur les oiseaux : l'opération envisagée ne présente pas de risque d'incidence sur l'avifaune. Le site actuel ne renferme pas de milieu ou d'habitats attractifs pour la biodiversité. Etant déjà artificialisé, sa réhabilitation ne générera pas d'incidences notables sur les habitats et les espèces prioritaires. Les arbres et les arbustes seront conservés (zone de chasse potentiel pour les chiroptères).

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	L'emprise du projet se trouve en dehors des zonages d'aléas des plans de prévention des risques inondation. Le projet respecte les objectifs de la Loi Montagne, notamment réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site est une ancienne zone industrielle abandonnée. Seule une parcelle au nord est entretenue en espace vert enherbé, sans activité agricole. Elle n'abrite aucun élément boisé, à l'exception d'un bosquet de jeunes robiniers faux-acacias le long de la RD 906 qui sera conservé. Impact faible : cette parcelle est déjà classée en zone ZC (Secteur ouvert à la construction) dans la Carte Communale du Ris. L'activité agricole a été abandonnée depuis de nombreuses années.
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Risque sismicité modéré Aléas retrait gonflement des argiles faible
	Engendre-t-il des risques sanitaires ? Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	En phase de travaux, le projet n'engendrera qu'une légère augmentation du trafic routier. En phase d'exploitation, les activités artisanales vont générer un trafic routier supplémentaire mais peu impactant. Impact modéré : les accès se feront directement sur un axe à grande circulation, à proximité immédiate de la RD 906.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	Le projet va engendrer des bruits liés à la présence humaine. Cette nuisance restera modérée : le site est déjà une zone d'activités. Il est déjà soumis aux bruits inhérents à cette urbanisation et surtout à la présence de la RD 906.

	Engendre-t-il des odeurs ? Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ? Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ? Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Mise en place d'éclairages extérieurs qui risquent d'avoir une incidence sur les insectes et sur les chiroptères. Impact modéré car le site est déjà soumis aux émissions lumineuses de la zone d'activités existante et de l'ensemble de l'urbanisation le long de la RD 906.
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Uniquement des rejets liés à la circulation des véhicules. Impact faible : la voirie sera en impasse, la circulation sera donc faible par rapport à la voie à grande circulation RD 906.
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Rejet d'eaux pluviales dans le ruisseau au sud. Cette incidence sera limitée par la création d'un bassin de rétention de 181 m ³ avec un débit de fuite limité à 3 l/s/ha. Le traitement de ces eaux se fera par décantation.
	Engendre-t-il des effluents ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Les eaux usées de chaque lot seront traitées dans un dispositif d'assainissement non collectif. Une canalisation de diamètre Ø 200 mm sera mise en attente pour un futur raccordement au réseau public à construire sur la RD 906.
	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le site se trouve dans une zone d'activités à l'abandon. Il n'y a aucun site classé ou inscrit à proximité. Le monument historique le plus proche se situe à environ 1,4 km à l'est (Eglise du Ris).
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Site artificialisé, à l'abandon, sans activités agricoles . Impact faible car le terrain est déjà classé en zone ouverte à la construction dans la carte communale du Ris.

6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

L'imperméabilisation du sol liée à la mise en place de la voirie interne et à l'aménagement des différents lots risque d'engendrer une augmentation du ruissellement des eaux de pluies.

Pour limiter les risques de débordement du ruisseau en aval, un bassin de rétention sera mis en place au centre du projet, avec un débit de fuite limité à 3 l/s/ha. A ciel ouvert, il sera traité en espace vert.
Les eaux bénéficieront d'un traitement préalable par décantation.

7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Les observations de terrain ne montrent pas de sensibilités particulières, le site est déjà construit (zone d'activités à l'abandon) et il est déjà soumis aux nuisances de la RD 906.

L'incidence la plus importante est liée au rejet d'eaux pluviales dans le milieu naturel superficiel. Pour limiter les risques de débordement du cours d'eau aval, un bassin de rétention sera construit avec un débit de fuite limité à 3 l/s/ha.

Le projet a déjà fait l'objet d'une étude d'incidence et d'une demande de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau.

Ainsi, une étude d'impact ne semble pas nécessaire.

8. Annexes

8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - non publié ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet ou, pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° b) et c), 7°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>

8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
Annexe 7 - Extraits de la carte communale
Annexe 8 - Arrêté préfectoral de déclaration au titre de la Loi sur l'Eau du 25 mars 2022

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à SAINT-PONT

le, 29/09/2022

Signature



